



## REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

N° DLP2020-20 - Séance du 22/06/2020

ACTES

4. Fonction publique

4.2 Personnels contractuels

4.2.1. Délibérations créations et suppressions d'emplois contractuels.

| Nombre des membres  |          |                           |
|---------------------|----------|---------------------------|
| Membres en exercice | Présents | Qui a pris part aux votes |
| 13                  | 11       | 12                        |

| Vote       |    |
|------------|----|
| Pour       | 12 |
| Contre     | 0  |
| Abstention | 0  |

L'an 2020, le 22 juin à 14h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie postale et électronique aux membres du conseil d'administration le 18/06/2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 18/06/2020.

#### **Présents :**

Jean-Luc MEISSONNIER, Marie-Thérèse AMALVY, Christiane GAUBERT, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, FABRITIUS Hubert, LEENHARDT Bertrand, SABASTIA Madeleine, DEMURTAS Brigitte, TURQUAY André, Bernard VIDAL

#### **Absent excusé :**

Alain SOULIER

#### **Absent représenté par Christiane GAUBERT :**

Marie-France TEXIER

#### **Secrétaire de séance :**

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

**N° DLP2020-20 – CCAS & EHPAD : RECRUTEMENT DES AGENTS NON TITULAIRES**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**Vu** la loi 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique

**Vu** le décret 88-145 du 15 février 1988

**Vu** les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois territoriaux

**Considérant** que la continuité des services publics nécessitent parfois le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels de droit public indisponibles mais aussi pour faire face à un accroissement d'activité ou encore le recrutement temporaire sur poste vacant.

- Il est proposé au conseil d'administration d'autoriser Monsieur le Président, pour la durée de son mandat, à recruter des agents contractuels de droit public dans les conditions fixées par l'article 3, 3-1, 3-2, 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 afin d'assurer le remplacement d'agents indisponibles, le recrutement temporaire sur poste vacant ou pour faire face à un accroissement d'activité ;
- De prévoir les crédits nécessaires au budget ;
- De permettre au Président l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Le conseil d'administration :

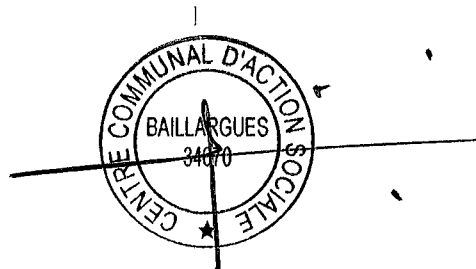
- **AUTORISE** Monsieur le Président, pour la durée de son mandat, à recruter des agents contractuels de droit public dans les conditions fixées par l'article 3, 3-1, 3-2, 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 afin d'assurer le remplacement d'agents indisponibles, le recrutement temporaire sur poste vacant ou pour faire face à un accroissement d'activité ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président de prévoir les crédits nécessaires au budget sur le budget principal et sur le budget annexe du CCAS ;
- **PERMET** au Président l'exécution du présent acte.

Pour extrait conforme,

Le 22/06/2020

Le président,

Jean-Luc MEISSONNIER



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*